



Bouznika : 10h du matin. L'immense chapiteau où l'USFP tenait, vendredi, la séance d'ouverture de son IXème Congrès était archicomble. Les photos des leaders et martyrs du parti l'ornaient.

Avant l'ouverture des travaux placés sous le thème : « Ensemble pour la construction du Maroc de la démocratie et de la modernité », les organisateurs ont projeté un film retraçant le parcours du martyr Omar Benjelloun assassiné à Casablanca le 18 décembre 1975 par des membres appartenant au mouvement « Chabiba islamiya ».

Des invités et des personnalités politiques de tout bord y ont assisté. Du côté de l'Exécutif, ont assisté à l'ouverture du Congrès ittihadi, le chef du gouvernement Abdelilah Benkirane, le ministre d'Etat Abdellah Baha, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement Mustapha Khalfi, le ministre du Tourisme Lahcen Haddad, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Politique de la ville Nabil Benabdallah et le ministre de l'Economie et des Finances Nizar Baraka. Y ont assisté également le président d'« Albadil Hadari » Mustapha Mouatassim, les leaders du Parti travailliste, Abdelkrim Benatik, de l'Istiqlal, Hamid Chabat, du RNI, Salaheddine Mezouar, du PAM, Mustapha Bakouri, du PSU Bensaid Ait Idder et Mohamed Sassi, de l'UMT Mohamed Moukharik. Un représentant de l'Union des écrivains du Maroc et des représentants des organisations non-gouvernementales marocaines ont également assisté à la séance d'ouverture du Congrès auquel participent plus de 1600 congressistes.

Des délégations des partis socialistes du monde entier ont aussi pris part à la séance inaugurale. Notamment de la Palestine, de Mauritanie, du Sénégal, du Bénin, de France, d'Espagne, d'Irlande, de la Grèce, de la Coalition de l'opposition syrienne, du Front des forces socialistes algériennes, du FLN et les partis qui n'ont pas pu faire le déplacement ont envoyé des messages dans lesquels ils ont souhaité plein succès aux travaux du Congrès.

Dans son discours d'ouverture, Abdelouahed Radi, Premier secrétaire de l'USFP, a rappelé que le Maroc a connu depuis la tenue du VIIIème Congrès du parti en 2008, des changements politiques à l'instar de tous les pays du monde arabe. C'est pourquoi, le IXème Congrès de l'USFP est appelé à trouver des réponses politiques à cette nouvelle situation et aux nouvelles questions qui se posent actuellement.

« Nous croyons que notre Congrès se tient dans une phase historique qui a rapport avec le processus de réformes initiées il y a deux décades. Pour l'USFP, l'étape actuelle est intimement liée à la lutte qu'a menée le parti durant plusieurs années et surtout durant le dernier Congrès en 2008 et au cours duquel il a appelé à la nécessité des réformes constitutionnelles et politiques », a-t-il insisté avant de préciser que le parti de la Rose a appelé durant le Congrès de 1978 à l'instauration de la monarchie parlementaire.

Pour Radi, le parti ne demande pas des réformes pour les réformes, mais sa participation au gouvernement depuis 1998 (le gouvernement de l'alternance sous la direction d'Abderrahman

El Youssef) l'a poussé à les réclamer. En 2009, il a ainsi élaboré un mémorandum constitutionnel dans lequel il a étayé sa vision de réforme et l'a adressé au Roi sans recevoir de réponse. Mais selon le Premier secrétaire du Parti, les événements qu'a connus le Maroc depuis le 20 février 2011 ont donné raison à l'USFP, car presque toutes les propositions du parti ont été scandées par le Mouvement du 20 février, et même le discours du Roi du 9 mars « était en quelque sorte une réponse point par point aux propositions de l'USFP », a-t-il précisé. Et d'ajouter que le parti qui a servi le pays quand il était dans l'opposition depuis 1959 et l'a servi également quand il a participé au gouvernement de 1998 à 2011, est prêt à le faire une autre fois dans l'opposition pour préserver les acquis que le peuple marocain a réalisés. Dans ce sens, il a critiqué l'action du gouvernement Benkirane. « Réformer c'est légiférer, a dit le Premier secrétaire de l'USFP, la réforme ne se fait pas d'une manière aléatoire, mais par le droit et la législation. Cependant, ce que nous constatons, c'est qu'il y a une grande inertie dans la législation, ce qui entrave les réformes nécessaires ».

« Gouverner, toujours selon Radi, c'est prévoir. Mais ce que nous constatons, c'est que l'agenda politique du gouvernement n'est pas clair. Il y a également des questions qui se posent : comment le gouvernement gèrera-t-il le temps politique ? Quelles sont les perspectives d'avenir dans le domaine politique, économique et social ? Quand organisera-t-il les élections communales et régionales et, partant, les élections de la Chambre des conseillers conformément aux dispositions de la nouvelle Constitution ? ».

Dans son discours, Radi a également indiqué que l'USFP rejetait toute modification des missions de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara, Christopher Ross, en vue de faciliter une solution politique, juste et durable au différend du Sahara, sur la base du respect de l'intégrité territoriale du Royaume.

Il a, dans ce sens, incité la diplomatie marocaine à faire preuve de davantage de vigilance et à renforcer la position du Royaume auprès des grandes puissances, insistant sur l'impératif de doter les provinces du Sud des opportunités de création des richesses et de l'emploi.

Abdelouahed Radi a, par ailleurs, évoqué la situation préoccupante dans la région sahélo-saharienne, à la lumière de l'instabilité qui règne dans cette zone, soulignant que l'édification du Maghreb arabe, qui est « une nécessité incontournable », permettra de prévenir ces menaces sécuritaires.

S'agissant des derniers développements dans le monde arabe, le Premier secrétaire s'est félicité notamment de la victoire diplomatique de la Palestine, qui a obtenu le statut d'un Etat observateur non membre à l'ONU, condamnant la poursuite des agressions israéliennes contre le peuple palestinien.

Il convient de préciser que, de temps à autre, la jeunesse du parti interrompait l'intervention d'Abdelouahed Radi pour entonner l'hymne du parti ou scander quelques slogans rappelant notamment l'assassinat d'Omar Benjelloun et condamnant ses instigateurs.